

L'EDITO

N°110

~~Décembre~~ 2020

Erratum : numéro de novembre 2020

LES PERSONNES AGÉES, BOUCS ÉMISSAIRES D'UNE CRISE

Quand le gouvernement ne veut pas donner d'explication rationnelle à une crise sanitaire, prétend ne rien savoir à propos d'un virus responsable d'une épidémie et jette le trouble sur les moyens de la soigner, la peur cherche une réponse. Alors, pourquoi ne pas conjurer celle-ci à travers un bouc émissaire : dès lors, écartons, isolons, ghettoisons les personnes âgées, les personnes vulnérables et les handicapés pour sauver la société et éteindre la pandémie !

Erreur, bien sûr, car en fait, les personnes âgées ne transportent pas plus que quiconque le virus que les jeunes, ne serait-ce que parce qu'elles se regroupent moins et qu'elles circulent moins. Il n'en est pas moins vrai qu'environ 50 % des lits sont occupés par des personnes de plus de 61 ans, population plus fragile donc forcément plus réceptive aux maladies, bactériennes ou virales. Dès lors, on focalise sur elles : n'occuperaient-elles pas trop de lits dans les hôpitaux, notamment en réanimation ?

Elles ont un meilleur pouvoir d'achat que les actifs, elles coûtent cher à la société en matière de soins, elles ne produisent plus : bref, il vaudrait mieux s'en débarrasser, mais ce n'est pas si simple, alors, au pire, on les isole : c'est bien l'option choisie par l'épidémiologiste Martin Blachier, (manager d'une société privée : Public Health Expertise) qui déclarait le 18 août : « en isolant les personnes les plus vulnérables (séniors, personnes atteintes d'un handicap ou d'une maladie chronique), la courbe s'aplatit et la saturation hospitalière est évitée ».

Faisant cela, on nie à ces personnes, particulièrement vulnérables sur les plans affectif et psychique, toutes relations sociales, mettant ainsi en danger leur santé mentale car elles vivent souvent la situation comme un abandon, pensent que leurs enfants les délaissent, et plongent dans le désespoir et la dépression.

Même si les visites dans les EHPAD sont de nouveau autorisées, qu'en est-il des personnes

isolées chez elles ? Leurs besoins, psychiques et affectifs autant que matériels étaient pourtant prévisibles, comme l'indique l'Espace Éthique Ile de France : « Aujourd'hui, les personnes attendent de l'aide à 60,1 % par des voisins, à 5 % par les amis, à 55 % par la famille, et à 24 % par des professionnels (enquête Handifaction). »

Ne clouons donc au pilori aucune catégorie en la désignant responsable de la circulation de la pandémie : toute ségrégation, basée sur la peur, risque toujours d'entraîner des comportements nous rappelant les plus sombres heures de notre histoire : insultes, rejets, dénonciations...

A contrario, demandons-nous si les prétendues élites, gouvernementales ou scientifiques qui monopolisent les temps d'antenne, ont géré et continuent de gérer convenablement cette crise : n'oublions pas que sous cette analyse d'une prétendue responsabilité émanant des plus fragiles, ce sont nos droits, nos retraites, nos pensions d'invalidité, nos minima sociaux, qui font l'objet de la rapacité des patrons et de leurs valets du gouvernement. Leurs réformes scélérates ne sont qu'endormies et n'attendent que de ressurgir très bientôt, certaines passent même sous le manteau actuellement.

En attendant, le nouveau projet de loi de financement de la Sécurité sociale vient tout juste d'être entériné par le Sénat, créant une 5^{ème} branche : cela va concerner toute personne, quel que soit son âge, victime de limitations de ses capacités motrices, mentales, psychiques ou sensorielles compromettant son autonomie. Or, ces risques vont être « isolés » de la branche Famille. Nous détaillerons ce point au paragraphe « L'INFORMATION ».



Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.



Interdiction de manifester, peur de la répression, amendes de 135 € ou pire, confinement... : comment faire valoir nos droits en cette période où nos libertés élémentaires sont totalement réprimées ?

Lorsque le premier ministre affirme « on va lâcher la bride aux Français en décembre », n'aurait-il pas tendance à nous considérer comme des bestiaux, des animaux, à qui on va accorder -temporairement hélas- le droit de gambader joyeusement dans un espace extérieur ? Serait-ce notre petit cadeau de Noël ?

Aucun doute, il s'agit bien de nous accorder un petit répit, le temps de dire « merci », avant de nous enfermer de nouveau dans des restrictions de liberté puisqu'à cause de nous et de notre « inconscience » pendant les fêtes, réunions amicales et familiales, le virus sera de retour, encore plus virulent évidemment. Et ce sera de nouveau le confinement, et les contrôles policiers qui l'accompagnent... enfermement jusqu'à ce que tous nos droits soient anéantis. S'y ajoutent les interdictions d'accès au sport, à la culture : cinémas, théâtres, concerts, librairies : **tout ça au nom d'un virus qui n'a fait, dans notre pays que 0,067 % de morts !**

Cette politique ne s'applique pas qu'en France, elle est bizarrement, de par le monde, celle de tous les gouvernements libéraux, mis à part la Suède (qui a cependant déjà fait passer un certain nombre de réformes, dont celle de la retraite). Or, il se trouve qu'en Suède, rare pays d'Europe à ne pas avoir confiné, le taux de mortalité du virus est inférieur à celui de la France : 0,060 %. **De là à imaginer qu'il pourrait y avoir une relation entre la privation de libertés soi-disant justifiée par ce virus et une nécessité de museler la population pour faire passer des réformes qui lui sont nuisibles sans qu'elle puisse se défendre, il n'y a qu'un tout petit pas... mais nous n'en parlerons pas, car on nous traiterait de complotistes.**

Et ce n'est pas la loi sur la sécurité globale qui va démentir nos propos : adoptée en commission des lois de l'Assemblée nationale, celle-ci a pour finalité d'accroître la surveillance de masse et les pouvoirs des polices locales et privées : museler la presse, la liberté d'informer, la liberté d'expression et de manifester. **En effet, ce texte interdira la diffusion d'images ou de tout élément d'identification de forces de l'ordre agissant dans le cadre d'une opération de police.**

L'ONU a fait part de ses "sérieuses préoccupations" au sujet de ce texte. Malgré une déclaration louable, nous pouvons cependant douter de l'efficacité réelle de l'ONU dont les actions n'ont jusqu'à présent jamais fait la preuve de leur résultats. **Notre État de droit est bel et bien attaqué de toute part.** Mais toutes ces privations de liberté, toutes ces attaques contre notre système social, contre nos droits et nos conquêtes, atteindront un point limite.

Les luttes reviendront, certes : les **Assises Nationales de la Riposte** qui se sont tenues à Martigues le 29 octobre et dont notre Fédération était l'un des moteurs, ont révélé le besoin d'un sursaut de notre classe sociale. **L'attaque capitaliste étant globale, la riposte, pour être à la hauteur, doit l'être aussi. C'est pourquoi un premier appel à mobilisation est lancé pour le 5 décembre.**

En conclusion de ces Assises, notre Secrétaire Général a déclaré : « *Gardons en mémoire cet esprit des Assises de Martigues, celui de notre volonté de changer de société, non pas de manière théorique, mais concrètement, avec un plan de luttes construit qui nous mènera, marche après marche, vers notre objectif. Plongeons nos forces dans la bataille des idées, scellons un pacte de solidarité pour nous retrouver dans les luttes à venir, avec la conviction qu'à la fin, c'est nous qui allons gagner.* » « *Gare à la revanche !* »

5^{ème} branche :

La création d'une 5^{ème} branche pour le soutien à l'autonomie doit intégrer, dès 2021, outre le grand âge, l'AEEH (Allocation Education de l'Enfant Handicapé) puis, à moyen terme, tout le handicap. Pas besoin de vous rappeler qu'aujourd'hui la perte d'autonomie et le handicap sont intégrés dans la branche Famille de la Sécurité, financée par la cotisation sociale sur le travail.

Les dépenses liées à la dépendance sont estimées à 6 milliards d'euros, leur financement serait à 70 % assuré par... les retraités ! Comment ? Par une nouvelle augmentation de notre CSG, un abattement sur les impôts sur le revenu rendant imposables des retraités qui ne le sont pas, ou encore la fin de l'exonération des cotisations sociales dites « patronales » pour les plus de 70 ans requérant des aides à domicile.

Ce sera donc un financement par l'impôt traduit par une nouvelle baisse des cotisations sociales des entreprises, lesquelles ne veulent plus entendre parler de salaire socialisé.

Cette 5^{ème} branche risque bien d'être la proie des assurances privées. **Face aux mesures qui vont encore impacter notre vie via notre pouvoir d'achat et que le gouvernement entend faire passer en toute discrétion, et malgré des manifestations prévues sur ce mois de novembre annulées pour cause de confinement imposé, nous ne devons pas baisser les bras : il est urgent de nous mobiliser.**

Vote de la droite au Sénat :

L'information a circulé sur les réseaux sociaux : **au Sénat, la majorité de droite a voté un amendement "surprise" à la dernière minute lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2021**, réactivant ainsi la conférence de financement sur l'équilibre et le financement des retraites, pourtant suspendue au printemps dernier. En cas d'échec de ladite "conférence" (verrouillée d'avance de toute manière), la droite propose ses propres "solutions" :

- ➔ Report de l'âge de départ à 63 ans
- ➔ Allongement de la durée des cotisations à 43 annuités
- ➔ Suppression programmée des régimes dit "spéciaux"

La droite et LREM prétendent qu'il faudra bien "rembourser" la dette. Mais, de qui se moque-t-on ? Le peuple et la classe ouvrière, saignés à blanc par la crise payent déjà les pots cassés d'une situation sociale et économique qui précédait cette crise sanitaire.



l'international

ÉTATS-UNIS : TRUMP NE RECONNAÎT TOUJOURS PAS SA DÉFAITE



- Etats-Unis : Trump dégagé, on ne peut dire que « bon débar-ras », mais ne nous leurrons pas : jusqu'à présent, les présidents démocrates, de Roosevelt à Obama en passant par Kennedy, n'ont pas particulièrement brillé par des réformes sociales : aux USA, la pauvreté affecte toujours 13,5 % de la population, le système de santé est inexistant, et tous les soins sont payants, hors de prix. Quant aux mesures envisagées dans le cadre de l'Obama-care (ACA) seuls 7,6 % de la population accèdent à ce système de soins. Un triste record pour une telle puissance mondiale.

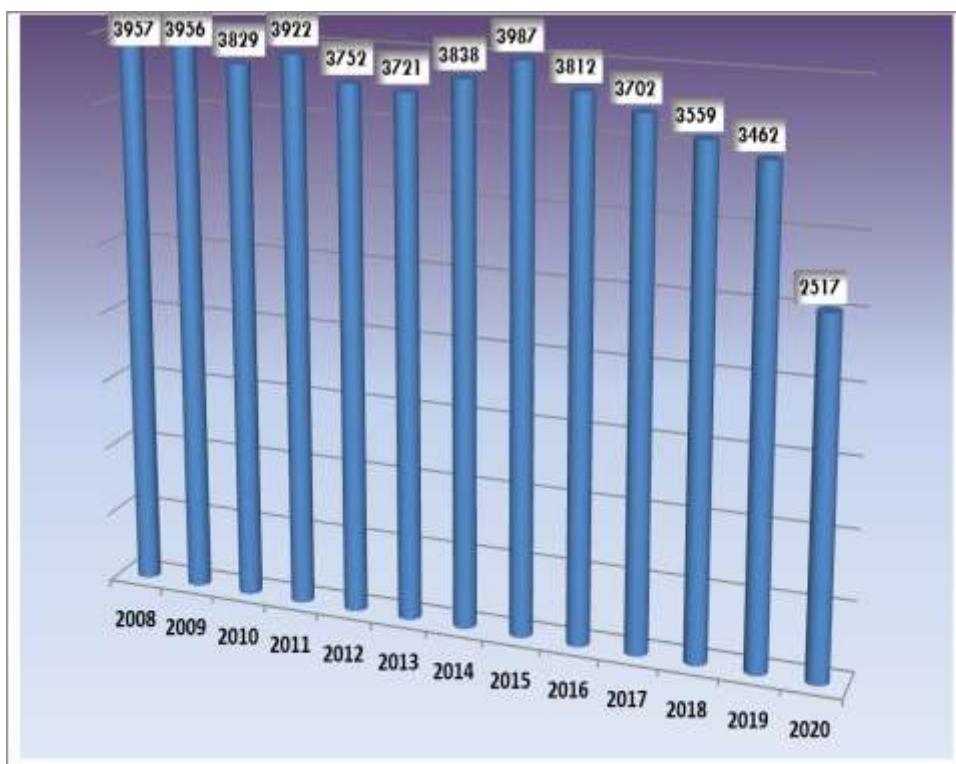
- Le président du Brésil, Jair Bolsonaro s'est récemment fendu d'une sortie homophobe totalement déplacée : « aujourd'hui, il n'y en a que pour la pandémie, il faut en finir avec ça (...) Il faut arrêter d'être un pays de pédés ».

On a beau connaître les positions haineuses de l'extrême droite par rapport aux différences, qu'elles soient ethniques, religieuses, politiques ou d'identité de genre, on a du mal à comprendre que la communauté internationale n'ait pas réagi... à moins de souscrire à de tels propos...

L'Agenda

- Le Congrès Fédéral se tiendra du 30/11 au 02/12, en visioconférence.
- L'examen du document d'orientation est reporté lors d'un congrès extraordinaire en présentiel.
- Prochain Conseil National le 15/12.

FNI AU 10 NOVEMBRE 2020



Comme vous pouvez le constater, nous sommes encore, pour 2019, à une centaine de FNI en retard par rapport à 2018 et à plus de 16 000 timbres !

À quelques semaines de la clôture de l'exercice, nous ne rattrapons pas notre retard !

IL EST INDISPENSABLE QUE CHACUN-E SE CHARGE DE CONTACTER LES SYNDICATS ET LES STRUCTURES INTERPRO DE SON SECTEUR EN RETARD DE PAIEMENT.

Pour l'année en cours, il se trouve qu'il manque environ 1 000 FNI. Merci à toutes et tous de relancer vos sections afin que nous terminions au mieux cette année. **N'attendons pas, cette situation est inadmissible, mettons à jour nos cotisations !**



Il ne se passe pas une journée sans qu'on nous rabâche que nous battons tous les records en nombre de cas positifs au Covid 19, d'hospitalisations, de réanimations, etc., ceci sans doute pour justifier les décisions gouvernementales. Qu'est-ce que veut dire battre tous les records ? Par rapport à quoi ? Pour essayer de comprendre que c'est incompréhensible voici quelques chiffres officiels :

Selon Santé Publique France et l'Institut Pasteur, le nombre de cas de Covid 19 quotidien était compris entre 124 000 et

250 000 lors du pic de mi-avril contre une fourchette allant de 15 à 25 000 aujourd'hui (20 468 le 19/10/2020).

Le 14 avril, le nombre d'hospitalisations était de 32 292 contre 7 398 le 6 octobre.

Le 7 avril, 7131 personnes étaient en réanimation contre 1 642 le 13 octobre.

Entre le 26 et 30 mars, 4 690 nouvelles admissions dans les hôpitaux contre 372 mi-septembre. **À moins qu'on nous prenne encore pour des imbéciles et là, il semble que l'on batte tous les records en la matière... Pour l'instant, c'est bien le seul record crédible.**